

La liquidation judiciaire

La liquidation judiciaire concerne les entreprises en cessation des paiements (situation dans laquelle l'entreprise n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible) et dont le redressement est manifestement impossible. Cette procédure est destinée à mettre fin à l'activité de l'entreprise ou à réaliser son patrimoine par une cession globale ou séparée de ses droits et de ses biens.

I. CONDITIONS

A. Qui est concerné ?

La procédure de liquidation judiciaire est applicable à toute entreprise commerciale, artisanale, agricole ou libérale (personne physique ou morale) ainsi qu'aux personnes morales de droit privé (une association, par exemple).

B. Quand faire la demande ?

La liquidation judiciaire concerne les débiteurs en cessation des paiements depuis moins de 45 jours et dont le redressement est manifestement impossible.

C. Comment faire la demande ?

L'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire est demandée par le représentant légal de la personne morale ou par le débiteur, personne physique, au greffe du tribunal compétent au plus tard dans les quarante-cinq jours qui suivent la cessation des paiements (s'il n'a pas dans ce délai déjà demandé l'ouverture d'une procédure de conciliation).

Il doit joindre à sa demande, outre les comptes annuels du dernier exercice, les pièces suivantes établies à la date de la déclaration :

- l'état du passif exigible et de l'actif disponible ainsi qu'une déclaration de cessation des paiements ;
- un extrait k-bis ;
- une situation de trésorerie (c'est-à-dire un document comptable qui établit les dettes et les créances de l'entreprise et qui permet donc de connaître sa situation exacte) datant de moins d'un mois ;
- le nombre de salariés employés à la date de la demande, le nom et l'adresse de chacun d'entre eux et le montant du chiffre d'affaires apprécié à la date de clôture du dernier exercice comptable ;
- l'état chiffré des créances et des dettes avec l'indication du nom et du domicile des créanciers et, pour les salariés, le montant global des sommes impayées ;
- l'état actif et passif des sûretés (c'est-à-dire les garanties accordées aux créanciers pour le recouvrement de leurs créances) ainsi que celui des engagements hors bilan ;
- l'inventaire sommaire des biens du débiteur ;
- s'il s'agit d'une personne morale comportant des membres responsables solidairement des dettes sociales, la liste de ceux-ci avec l'indication de leur nom et domicile ;
- le nom et l'adresse des représentants du comité d'entreprise ou des délégués du personnel habilités à être entendus par le tribunal s'ils ont déjà été désignés ;

- une attestation sur l'honneur certifiant l'absence de désignation d'un mandataire ad hoc ou d'ouverture d'une procédure de conciliation dans les 18 mois précédant la date de la demande (dans le cas contraire, une attestation sur l'honneur faisant état d'une telle désignation ou de l'ouverture d'une telle procédure en mentionnant sa date ainsi que le tribunal qui y a procédé) ;
- la copie de la décision d'autorisation ou la déclaration, lorsque le débiteur exploite une ou des installations classées au sens du titre I^{er} du livre V du Code de l'environnement.

Ces documents doivent être datés, signés et certifiés sincères et véritables par le représentant de l'entreprise.

Les éléments de nature à établir que le redressement est manifestement impossible doivent être joints à la demande du débiteur (mais aussi à l'assignation d'un créancier, à la requête du ministère public, à la note du président du tribunal en cas de saisine d'office, voir plus bas).

Remarque :

En cas d'impossibilité de fournir l'un de ces documents, la demande n'est pas pour autant irrecevable, il suffit, dans ce cas, d'indiquer les motifs de cet empêchement.

En l'absence de procédure de conciliation en cours ou en cas d'échec de celle-ci, le tribunal peut également se saisir d'office s'il constate que le débiteur est en cessation des paiements et que son redressement est manifestement impossible.

Il peut également être saisi sur requête du ministère public.

La procédure peut être ouverte sur l'assignation d'un créancier, quelle que soit la nature de sa créance.

II. PROCÉDURE

A. Ouverture

Le tribunal statue sur l'ouverture de la procédure après avoir entendu le débiteur et les représentants du comité d'entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel. Il peut également entendre toute personne dont l'audition lui paraît utile.

Le tribunal peut charger un juge de recueillir tous les renseignements sur la situation financière, économique et sociale de l'entreprise. Ce magistrat peut lui-même se faire assister d'un expert de son choix.

Remarque :

La présence du ministère public est obligatoire lors de l'ouverture de la procédure, afin d'associer les pouvoirs publics aux intérêts économiques et sociaux, lorsque le débiteur bénéficie ou a bénéficié d'un mandat ad hoc ou d'une procédure de conciliation dans les 18 mois qui ont précédé. Dans ce cas, le tribunal peut, d'office ou à la demande du ministère public, obtenir communication des pièces et actes relatifs au mandat ad hoc ou à la conciliation.

Le tribunal détermine également la date de cessation des paiements. En cas de difficulté pour déterminer une date précise, elle est réputée être intervenue à la date du jugement qui la constate. Elle peut être décalée une ou plusieurs fois, mais elle ne saurait l'être plus de 18 mois avant la date du jugement constatant la cessation des paiements. Sauf cas de fraude, elle ne peut être fixée à une date antérieure à la décision définitive ayant homologué un accord amiable (voir fiche sur la conciliation).

Dans le jugement qui ouvre la liquidation judiciaire, le tribunal désigne le juge-commissaire et, en qualité de liquidateur, un mandataire judiciaire (voir plus bas).

Ce jugement est ensuite notifié au débiteur par le greffier dans les huit jours de la date du jugement qui en adresse également copie à :

- l'administrateur et au mandataire judiciaire désignés ;
- au procureur de la République ;
- au trésorier-payeur général du département dans lequel le débiteur a son siège et, en cas de pluralité d'établissements, à celui du département où se trouve le principal établissement.

Le jugement d'ouverture de la procédure de liquidation est mentionné au registre du commerce et des sociétés. Le greffier procède d'office aux formalités de publicité dans les quinze jours de la date du jugement (BODACC, avis de parution dans un journal d'annonces légales).

B. Nomination du liquidateur

Dans le jugement qui ouvre la liquidation judiciaire, le tribunal désigne le juge-commissaire et nomme en qualité de liquidateur :

- soit un mandataire judiciaire inscrit qui ne doit pas, au cours des cinq dernières années, avoir perçu, directement ou indirectement, de rétribution ou de paiement de la part de la personne physique ou morale faisant l'objet de la liquidation judiciaire ;
- soit toute autre personne justifiant d'une expérience ou qualification particulière au regard de la nature de l'affaire et remplissant certaines conditions de nationalité, de probité et de diplômes.

Le liquidateur établit dans le mois de sa désignation un rapport sur la situation de l'entreprise.

Il procède aux opérations de liquidation en même temps qu'à la vérification des créances.

Remarque :

Les créances chirographaires (c'est-à-dire celles qui ne bénéficient d'aucune garantie particulière) ne font pas, en principe, l'objet de vérification s'il apparaît que l'actif sera entièrement absorbé par les frais de justice et les créances privilégiées.

III. OPÉRATIONS DE LIQUIDATION

A. Réalisation de l'actif

1. Cession de l'entreprise

La cession de l'entreprise a pour but d'assurer le maintien des activités susceptibles d'exploitation autonome, de tout ou partie des emplois qui y sont attachés et d'apurer le passif. Elle peut être totale ou partielle. Dans ce dernier cas, elle porte sur un ensemble d'éléments d'exploitation qui forment une ou plusieurs branches complètes et autonomes d'activités.

2. Cession des actifs du débiteur

Les ventes d'immeubles ont lieu suivant les formes prescrites en matière de saisie immobilière (commandement valant saisie, publication du commandement, cahier des charges de la vente et son dépôt au greffe). Toutefois, le juge-commissaire fixe, après avoir recueilli les observations des personnes intéressées, la mise à prix et les conditions essentielles de la vente et détermine les modalités de la publicité.

Le juge-commissaire ordonne la vente aux enchères publiques ou autorise la vente de gré à gré des autres biens du débiteur.

Toute cession d'entreprise et toute réalisation d'actif sont précédées d'une publicité diligentée par les mandataires de justice.

B. Apurement du passif

1. Règlement des créanciers

Le jugement qui ouvre ou prononce la liquidation judiciaire rend exigibles les créances non échues (c'est-à-dire celles qui ne sont pas encore arrivées à échéance).

Remarque :

En cas de cession totale ou partielle de l'entreprise, les créances non échues sont exigibles à la date du jugement prononçant la cession.

Le produit de la liquidation est réparti entre les créanciers en fonction de leur rang (créanciers privilégiés et hypothécaires, créanciers bénéficiaires d'une sûreté mobilière spéciale, créanciers chirographaires, c'est-à-dire non privilégiés, au prorata de leurs créances).

2. Clôture des opérations de liquidation

Lorsqu'il n'existe plus de passif exigible ou que le liquidateur dispose de sommes suffisantes pour désintéresser les créanciers, ou lorsque la poursuite des opérations de liquidation judiciaire est rendue impossible en raison de l'insuffisance de l'actif, la clôture de la liquidation judiciaire est prononcée par le tribunal, le débiteur entendu ou dûment appelé.

En cas de plan de cession, le tribunal ne prononce la clôture de la procédure qu'après avoir constaté le respect de ses obligations par le repreneur.

3. Durée

Dans le jugement qui ouvre ou prononce la liquidation judiciaire, le tribunal fixe un délai au terme duquel la clôture de la procédure devra être examinée. Si ce délai ne peut être respecté, le tribunal peut le proroger par décision motivée.

À l'expiration d'un délai de deux ans à compter du jugement de liquidation judiciaire, tout créancier peut également saisir le tribunal aux fins de clôture de la procédure.

Attention : cette disposition est applicable depuis le 27 juillet 2005 aux procédures en cours.

IV. LIQUIDATION JUDICIAIRE SIMPLIFIÉE

Attention : la procédure simplifiée est applicable aux procédures en cours au 1^{er} janvier 2006.

Innovation de la loi du 26 juillet 2005, la liquidation judiciaire simplifiée est plus rapide et moins coûteuse que la liquidation judiciaire de « droit commun ». Elle est soumise aux conditions cumulatives suivantes :

- l'actif du débiteur ne doit pas comprendre de bien immobilier ;
- l'entreprise ne doit pas avoir occupé plus de cinq salariés au cours des six mois précédant l'ouverture de la procédure ;
- le chiffre d'affaires hors taxes doit être égal ou inférieur à 750 000 euros.

Attention : à tout moment, le tribunal peut décider de revenir à la procédure de "droit commun" par jugement spécialement motivé.

Le tribunal détermine les biens du débiteur pouvant faire l'objet d'une vente de gré à gré. Le liquidateur procède à cette vente dans les trois mois suivant la publication de ce jugement. A l'issue de cette période, les biens subsistants sont vendus aux enchères publiques.

A. Vérification sommaire des créances

La vérification des créances est allégée : seules sont vérifiées les créances susceptibles d'être honorées et celles résultant d'un contrat de travail.

B. Projet de répartition

A l'issue de la procédure de vérification et d'admission de ces créances et de la réalisation des biens, le liquidateur établit un projet de répartition qui est déposé au greffe du tribunal par le liquidateur.

Tout intéressé peut en prendre connaissance et le contester devant le juge-commissaire dans un délai d'un mois à compter de la publication de cet avis.

Le juge-commissaire statue sur les contestations relatives au projet de répartition par une décision qui fait l'objet d'une mesure de publicité et d'une notification aux créanciers intéressés. Un recours peut être formé dans le délai de dix jours suivant la notification, par déclaration faite contre récépissé ou adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au greffe.

Le liquidateur procède à la répartition conformément au projet ou à la décision rendue.

Remarque :

Toutes les règles de la liquidation judiciaire de "droit commun" sont applicables à la liquidation simplifiée dès lors qu'elles sont compatibles.

C. Durée de la liquidation judiciaire simplifiée

Le tribunal doit prononcer la clôture de la liquidation judiciaire simplifiée au plus tard un an après l'ouverture de la procédure. Toutefois ce délai peut être prorogé pour une durée qui ne peut excéder trois mois.

V. EFFETS (PROCÉDURE DE DROIT COMMUN)

A. Sort de l'entreprise

1. Contrats en cours

Si la cession de l'entreprise est envisageable, si l'intérêt public ou celui des créanciers l'exige, le tribunal peut autoriser le maintien de l'activité pour une durée de six mois maximum.

Le liquidateur administre l'entreprise et a la faculté d'exiger l'exécution des contrats en cours.

La liquidation judiciaire n'entraîne pas de plein droit la résiliation du bail commercial. Le liquidateur ou l'administrateur peut continuer le bail ou le céder. Dans ce cas, la clause de solidarité (qui permet au propriétaire de poursuivre le vendeur du bail en recouvrement des loyers impayés par le repreneur), généralement prévue en cas de cession de bail, est réputée non-écrite.

Si l'administrateur décide de ne pas continuer le bail commercial, celui-ci est résilié sur simple demande. Dans ce cas, la résiliation prend effet au jour de cette demande.

2. Interdiction des paiements de créances antérieures

Le jugement ouvrant la procédure emporte, de plein droit, l'interdiction de payer toute créance née antérieurement au jugement d'ouverture (sauf compensation de créances connexes, quand deux personnes sont créancières et débitrices l'une de l'autre, la compensation permet d'éteindre les deux dettes à concurrence de la plus faible). En revanche, les créances nées régulièrement après le jugement d'ouverture pour les besoins du déroulement de la procédure ou de la période d'observation, ou en contrepartie d'une prestation fournie au débiteur, pour son activité professionnelle pendant cette période, sont payées à leur échéance.

B. Sort du débiteur

1. Dessaisissement

Le jugement d'ouverture emporte de plein droit dessaisissement pour le débiteur de l'administration et de la disposition de ses biens tant que la liquidation judiciaire n'est pas clôturée.

Le liquidateur exerce, à la place du débiteur, ses droits et actions sur son patrimoine, pendant toute la durée de la liquidation.

Remarque :

Lorsque le nombre de salariés est supérieur à vingt et le chiffre d'affaires hors taxes à trois millions d'euros ou en cas de nécessité, le tribunal désigne un administrateur judiciaire pour administrer l'entreprise.

Lorsque le débiteur est une personne morale, les dirigeants sociaux en fonction restent en place sauf disposition contraire des statuts ou décision de l'assemblée générale.

Lorsque le débiteur est une personne physique, il ne peut exercer, durant la phase de liquidation, d'activités telles que celles de commerçant, d'artisan, d'agriculteur, de profession libérale. En revanche, il peut avoir une activité salariée.

Pendant la procédure, le juge-commissaire peut ordonner que le liquidateur ou l'administrateur soit destinataire du courrier adressé au débiteur (sauf convocation devant une juridiction, notification de décisions ou tout autre courrier ayant un caractère personnel qui doit être immédiatement remis ou restitué au débiteur). Le juge-commissaire peut également autoriser l'accès du liquidateur au courrier électronique reçu par le débiteur.

C. Sort des créanciers

1. Créances antérieures

a) Déclaration de créances

À partir de la publication du jugement, tous les créanciers dont la créance est née antérieurement au jugement d'ouverture adressent la déclaration de leurs créances dans un délai de deux mois à compter de la publication du jugement d'ouverture au BODACC au représentant des créanciers.

b) Arrêt des poursuites individuelles

Le jugement d'ouverture interrompt ou interdit toute action en justice tendant à la condamnation du débiteur au paiement d'une somme d'argent, à la résolution d'un contrat pour défaut de paiement d'une somme d'argent. Il arrête ou interdit toute voie d'exécution (c'est-à-dire toute procédure permettant d'obtenir l'exécution d'un acte ou d'un jugement) de la part de ces créanciers tant sur les meubles que sur les immeubles.

c) Arrêt du cours des intérêts

Le jugement d'ouverture arrête le cours des intérêts légaux et conventionnels, ainsi que de tous les intérêts de retard et majorations (sauf s'il s'agit d'intérêts résultant de contrats de prêt conclus pour une durée égale ou supérieure à un an ou de contrats assortis d'un paiement différé d'un an ou plus dus).

Remarque :

Les personnes physiques cautions, coobligées ou ayant donné une garantie autonome peuvent se prévaloir de ces dispositions (cas du dirigeant d'entreprise s'étant porté caution).

2. Créances postérieures

Sont payées à leur échéance les créances nées régulièrement après le jugement de liquidation judiciaire :

- pour les besoins du déroulement de la procédure ;
- pour les besoins, le cas échéant, de la période d'observation antérieure ;
- en contrepartie d'une prestation fournie au débiteur, pour son activité professionnelle.

Si elles ne sont pas payées à l'échéance, elles sont payées par privilège, avant toutes les autres créances, à l'exception du super-privilège des salaires, des frais de justice, du privilège de la conciliation (voir fiche sur la conciliation).

Attention : les créances impayées perdent leur privilège si elles n'ont pas été portées à la connaissance du mandataire judiciaire, de l'administrateur ou du liquidateur, dans le délai de six mois à compter de la publication du jugement ouvrant ou prononçant la liquidation ou, à défaut, dans le délai d'un an à compter de la publication du jugement arrêtant le plan de cession.

VI. CLÔTURE DE LA PROCÉDURE

A. Principe de non-reprise des poursuites contre le débiteur

Le jugement de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif ne rend pas aux créanciers la possibilité d'exercer des poursuites contre le débiteur, sauf si la créance résulte d'une condamnation pénale ou de droits attachés à la personne du créancier.

B. Exceptions au principe de non-reprise des poursuites contre le débiteur

Les créanciers recouvrent leur droit de poursuite individuelle notamment en cas de :

- faillite personnelle du débiteur ;
- condamnation du débiteur à la banqueroute ;
- précédente procédure de liquidation judiciaire (clôturée pour insuffisance d'actif), moins de cinq ans avant l'ouverture de la présente procédure.

En outre, en cas de fraude à l'égard d'un ou de plusieurs créanciers, le tribunal autorise la reprise des actions individuelles de tout créancier à l'encontre du débiteur.

Enfin, la procédure après clôture pour insuffisance d'actif peut être réouverte s'il apparaît que des actifs n'ont pas été réalisés ou que des actions dans l'intérêt des créanciers n'ont pas été engagées pendant la procédure.

Remarque :

La caution ou le coobligé qui a payé en lieu et place du débiteur n'est pas soumis à cette règle et peut poursuivre le débiteur.

<http://www.inforeg.ccip.fr/>

Date de mise à jour : 01/04/2006

Avertissement : Le document ci-dessus a été téléchargé sur le site Inforeg-CCIP en avril 2008 et correspond à la législation en vigueur et à l'état du document à cette date. Inforeg procède régulièrement à la mise à jour de sa documentation en ligne. Si vous souhaitez avoir connaissance des informations les plus récentes, reportez-vous au site <http://www.inforeg.ccip.fr>

EXERCICES

I. LEXIQUE

(Les exercices de lexique peuvent être faits avant ou après la prise de connaissance du document. Dans le premier cas, l'apprenant aura recours aux sources d'information et de vérification à sa disposition.)

1. LES ACTEURS DE LA LIQUIDATION JUDICIAIRE

EXERCICE 1

Qui sont-ils ?

- a. Personne qui a emprunté de l'argent et qui a donc une dette.
- b. Personne qui a prêté de l'argent et qui a donc une certaine somme à son crédit.
- c. Personne à qui il est dû une somme d'argent à quelque titre que ce soit.
- d. Magistrat chargé de trancher, dans le cadre d'un procès, les litiges opposant des parties.
- e. Magistrat du tribunal de commerce chargé d'effectuer les demandes du mandataire de justice.
- f. Juriste chargé par le tribunal de suivre les dossiers de sauvegarde, de redressement ou liquidation judiciaire et de prendre les décisions les concernant.
- g. Haut-fonctionnaire relevant du ministère du Budget et chargé, dans une circonscription, de l'exécution de toutes les transactions financières auxquelles le Trésor public est lié.

EXERCICE 2

Donnez la définition des dénominations qui suivent.

(Si vous ne la connaissez pas, faites des recherches sur Internet. Chaque définition peut faire éventuellement l'objet d'une présentation orale plus détaillée de la fonction et des attributions de la personne qui l'occupe.)

- | | |
|----------------------------------|---------------------------|
| a. le ministère public | d. le comité d'entreprise |
| b. le procureur de la République | e. le représentant légal |
| c. les délégués du personnel | f. le repreneur |

EXERCICE 3

Reliez la définition au mot ou à l'expression correspondants.

a. Mandataire indépendant nommé à titre préventif sur demande d'un chef d'entreprise en difficulté par le président du tribunal de commerce pour une activité de conseil visant à résoudre les difficultés rencontrées par l'entreprise.	1. Le mandataire judiciaire
b. Acte par lequel un huissier enjoint une personne de comparaître devant le tribunal.	2. Le liquidateur
c. Personne physique ou morale (dont la solvabilité a été avérée) qui s'engage à payer à la place d'une autre personne physique ou morale si celle-ci est dans l'incapacité de s'acquitter de ses obligations auprès de ses créanciers.	3. Un mandataire ad hoc
d. Personne qui intervient lorsque toutes les solutions pour sauver l'entreprise ont échoué et est alors désignée par le tribunal pour procéder à la liquidation.	4. Une caution
e. Bureau rattaché au tribunal de commerce qui assiste les juges dans leurs fonctions (fonction judiciaire) et assure la tenue des registres prévus par la législation (fonction extra-judiciaire).	5. Le greffe
f. Personne qui représente les créanciers dans une procédure de liquidation judiciaire.	6. L'assignation

Chaque fonction peut faire éventuellement l'objet d'une présentation orale détaillant les fonctions qu'elle exerce.

2. LES PIÈCES À FOURNIR

EXERCICE 4

De quel document s'agit-il ?

- Document officiel délivré par le greffe du tribunal de commerce qui justifie qu'une entreprise commerciale est régulièrement enregistrée au registre du commerce et des sociétés et par conséquent qu'elle existe.
- Liste de l'ensemble de ce que possède un débiteur.
- Le montant des sommes dues pouvant être prises en compte.
- Le résultat financier de l'entreprise pour la dernière année civile complète.
- Un document établissant les montants des sommes dues et des sommes à recouvrer.
- Un justificatif officiel faisant état des ventes de biens et/ou de services qui ont été effectuées sur une année civile.



EXERCICE 5

Qu'est-ce c'est ?

- a. la situation de trésorerie
- b. l'état des actifs disponibles
- c. une attestation sur l'honneur
- d. la cession de l'entreprise
- e. la cession des actifs du débiteur

3. LES PROCÉDURES

EXERCICE 6

Reliez la définition au mot ou à l'expression correspondants.

a. Action de combler l'écart négatif entre les dépenses et les recettes.	1. la saisine d'office
b. Accord assurant à la fois les intérêts des différentes parties et le maintien de l'entreprise.	2. un accord amiable
c. Règlement d'un litige sans passer par un procès (éventuellement avec l'aide d'un médiateur).	3. l'assignation par un créancier
d. État d'une personne physique ou morale qui ne possède plus les liquidités nécessaires pour faire face à ses dépenses courantes.	4. les formalités de publicité
e. Le tribunal peut lancer une procédure de redressement judiciaire de sa propre initiative (par opposition à la saisine du procureur de la République qui demande au tribunal de lancer la procédure).	5. une procédure de conciliation
f. Insertion de l'information de mise en redressement judiciaire dans un journal d'annonces légales.	6. l'apurement du passif
g. Une personne physique ou morale qui demande la mise en œuvre d'une procédure de liquidation judiciaire de son débiteur.	7. la cessation de paiements

EXERCICE 7

À quelle procédure correspond chacune des informations ci-dessous ?

- a. La société Farmex S.A. est à la recherche d'un repreneur.
- b. Cinq contrats doivent être honorés avant l'arrêt des comptes de Cetana.
- c. Le jugement de clôture de liquidation judiciaire ayant été prononcé, M. Daledon n'est plus, en tant que personne physique, susceptible de poursuites.
- d. Dans l'affaire Masilor comme dans toutes les procédures de ce type, le paiement des salaires constitue la priorité absolue.
- e. Le juge-commissaire ayant établi son rapport, sa mission est terminée. L'affaire passe maintenant entre les mains du tribunal compétent.
- f. Pourriez-vous me dire quelles sont les créances prioritaires dans une procédure de liquidation judiciaire ?
- g. Le tribunal de commerce a lancé hier la procédure de redressement judiciaire de Avos Cantal.
- h. Les créanciers ont été informés de la décision du tribunal.
- i. J'ai reçu une lettre me demandant de me présenter au tribunal de commerce le mardi 3 juin à 9 heures.



II. LA GRAMMAIRE (EXPRIMER LE TEMPS, LA DATE, LA DURÉE)

EXERCICE 8

Observez les phrases suivantes et imitez l'exemple à deux.

(Certaines phrases peuvent faire l'objet de deux ou plusieurs questions sur le temps)

Exemple :

Un avis de projet de répartition peut être développé **dans un délai d'un mois à compter de sa publication.**

- Dans quel délai un avis de projet de répartition peut-il être développé ?

- Il peut l'être dans un délai d'un mois à compter de sa publication.

- a. À l'expiration d'un délai de deux ans à compter du jugement de liquidation judiciaire, tout créancier peut également saisir le tribunal.
- b. Ce jugement est notifié au débiteur **dans les huit jours de la date du jugement.**
- c. La date de cessation des paiements peut être décalée **une ou plusieurs fois**, mais elle ne saurait l'être **plus de 18 mois avant la date du jugement.**
- d. La présence du ministère public est obligatoire lorsque l'entreprise a bénéficié d'une procédure de conciliation **dans les 18 mois qui ont précédé.**
- e. Il faut fournir une situation de trésorerie datant **de moins d'un mois.**
- f. Il faut produire une attestation sur l'honneur certifiant l'absence de désignation d'un mandataire **dans les 18 mois qui précèdent la date de la demande.**
- g. Il faut être en cessation de paiements **depuis moins de 45 jours.**
- h. Le tribunal peut ordonner le maintien de l'activité **pour une durée de six mois maximum.**
- i. S'il s'agit d'intérêts résultant de contrats de prêts conclus **pour une durée égale ou supérieure à un an**, le jugement d'ouverture n'arrête pas le cours des intérêts légaux et conventionnels. Il en va de même lorsqu'il s'agit de contrats assortis **de paiements différés de un an ou plus** dus.

EXERCICE 9

Complétez les phrases avec l'expression qui convient.

qu'après avoir constaté...

durant la phase de...

au terme duquel ...

À la date de ...

au jour de...

À l'issue de cette période...

dans le mois de...

pendant toute la durée de...

dans un délai d'un mois à compter de...

après le jugement...

en mentionnant la date...

À tout moment, ...

- a. Les documents établis la déclaration.
- b. Merci de présenter une attestation d'ouverture de procédure
- c. Le liquidateur établit sa désignation un rapport sur la situation de l'entreprise.
- d. Le tribunal ne prononce la clôture de la procédure le respect de ses obligations par le repreneur.
- e. Le tribunal fixe un délai la clôture de la procédure devra être examinée.



- f., le tribunal peut décider de revenir à la procédure de « droit commun. »
- g., les biens restants sont vendus aux enchères publiques.
- h. Un avis de projet de répartition peut être développésa publication.
- i. La résiliation prend effet cette demande.
- j. Le liquidateur exerce, à la place du débiteur, ses droits et actions de son patrimoine la liquidation.
- l. Le débiteur ne peut, liquidation, exercer d'autre activité que salariée.
- m. Les créances nées de liquidation judiciaire sont payées à leur échéance.

III. COMPRÉHENSION ÉCRITE

EXERCICE 10

Quelle est l'étape de la procédure exprimée par les phrases ci-dessous. Trouvez la justification dans le texte.

- a. Le tribunal auditionne le débiteur, les représentants du comité d'entreprise ou les délégués du personnel.
- b. Le tribunal désigne un juge-commissaire et un mandataire judiciaire.
- c. Le tribunal met en œuvre la procédure de liquidation.
- d. Le tribunal prononce la clôture de la liquidation judiciaire.
- e. L'activité de l'entreprise peut être maintenue et celle-ci est administrée par le liquidateur.
- f. Les créanciers doivent déclarer leurs créances, cesser ou s'interdire toute poursuite individuelle du débiteur et voient cesser le cours des intérêts.
- g. Les créanciers ne peuvent plus reprendre les poursuites contre le débiteur sauf exceptions au principe de non-reprise des poursuites contre le débiteur.

EXERCICE 11

À quelle phase de la procédure se situent les actes suivants ?

- a. Notification au débiteur de l'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire.
- b. Établissement par le liquidateur d'un rapport sur sa mission.
- c. Règlement des créanciers.
- d. Examen de la clôture de la procédure.
- e. Maintien ou résiliation du bail commercial, s'il y en a un. La décision revient à l'administrateur.
- f. Interdiction de payer les créances antérieures à l'ouverture de la procédure.
- g. Reprise des poursuites auprès du débiteur (conditions : faillite personnelle du débiteur, condamnation du débiteur à la banqueroute, autre procédure de liquidation moins de cinq ans avant l'ouverture de la présente procédure).



EXERCICE 12

Rétablissez la vérité par rapport aux affirmations suivantes.

- a. La date de cessation des paiements est déterminée par le cabinet comptable qui effectue le suivi financier de l'entreprise.
- b. La procédure d'ouverture d'une liquidation judiciaire, au même titre que l'intervention d'un mandataire ad hoc, est confidentielle.
- c. La cession de l'entreprise a pour but de faire changer l'entreprise de propriétaire.
- d. C'est le tribunal qui décide de l'ordre de priorité des créanciers.
- e. Tous les contrats sont bloqués.
- f. Toutes les créances doivent être payées.
- g. Le liquidateur reçoit le courrier adressé au débiteur et a accès à son courrier électronique.

IV. EXPRESSION ÉCRITE ET ORALE

EXERCICE 13

Réalisez les pièces justificatives en cherchant des exemples et des informations sur Internet.

Le travail peut être réalisé par groupes de deux ou trois.

Vous pouvez aussi imaginer une annonce légale pour une situation d'entreprise que vous aurez auparavant imaginée.

EXERCICE 14

Jouez des scènes.

Par exemple :

- Un des acteurs de la procédure raconte à quelqu'un de son entourage qu'il vient de recevoir un courrier.
 - Un des acteurs de la procédure se renseigne sur ses droits, sur ses devoirs, sur les pièces à fournir, etc.
 - Un cadre d'entreprise vient de lire une annonce légale dans le journal. Il en raconte le contenu à un collègue.
 - Un professeur de droit des entreprises fait un cours sur la liquidation judiciaire. Les étudiants lui posent des questions.
 - Vous discutez avec un collègue français et comparez la législation de votre pays à la législation française sur ce point précis.
- Etc.

EXERCICE 15

Reprenez le plan du document (sans tenir compte de la procédure simplifiée) et faites un tableau résumant les différentes étapes de la procédure à la base des informations traitées dans les exercices ci-dessus.

Utilisez au maximum les formes nominalisées : *exécuter une décision* → *exécution d'une décision*

EXERCICE 16

Utilisez ce tableau pour faire une présentation de la liquidation judiciaire en France.

EXERCICE 17

Imaginez un reportage télévisé sur une situation de liquidation.

Vous devez :

- varier les commentaires et les témoignages
- faire alterner les exemples concrets et les dispositions réglementaires.

EXERCICE 18

Résumez le processus en 250-300 mots.

Pensez à :

- bien délimiter les différentes étapes
- lier les parties entre elles
- faire une introduction et une conclusion

CORRIGÉS DES EXERCICES

EXERCICE 1

a. le débiteur – b. le créiteur – c. le créancier – d. un juge – e. un juge-commissaire – f. le trésorier-payeur général

EXERCICE 2

a. Corps de la magistrature chargé, au cours d'un procès, de faire respecter l'intérêt général de la société (synonymes : parquet, magistrature debout). – b. Magistrat qui représente en personne et/ou avec ses substituts le ministère public devant certaines juridictions. – c. Représentants élus des employés (dans les entreprises de onze salariés au minimum) qui ont des fonctions de représentation (auprès de la direction), de consultation (en l'absence de comité d'entreprise), de recours (auprès de l'Inspection du travail). – d. Instance obligatoire dans les entreprises de plus de cinquante salariés. Composée du chef d'entreprise et des délégués élus du personnel, éventuellement de représentants des centrales syndicales. Fonctions : consultation (sur les décisions concernant l'entreprise) et rôle social et culturel. – e. Personne qui a le pouvoir d'agir au nom d'une personne physique ou morale dont elle est responsable devant la loi. – f. Personne physique ou morale qui acquiert une entreprise déjà existante.

EXERCICE 3

a/3 – b/6 – c/4 – d/2 – e/5 – f/1

EXERCICE 4

a. l'extrait K-bis – b. l'inventaire des biens du débiteur – c. l'état du passif éligible – d. le compte annuel du dernier exercice comptable – e. un état chiffré des créances et des dettes – f. un état actif disponible – g. une attestation portant le montant du chiffre d'affaires

EXERCICE 5

a. L'ensemble des avoirs et des dettes à court terme – b. Un document faisant état de tout ce qui peut être immédiatement transformé en liquidités – c. La déclaration solennelle de bonne foi de quelqu'un lorsqu'aucune pièce justificative ne peut être fournie – d. Procédure mise en œuvre par le tribunal de commerce et consistant à transmettre l'entreprise au repreneur dont l'offre garantit le mieux la poursuite des activités et la préservation des emplois – e. Possibilité, pour la personne physique ou morale qui a des dettes, de transmettre une partie de son patrimoine à un repreneur afin d'alléger ses charges.

EXERCICE 6

a/6 – b/5 – c/2 – d/7 – e/1 – f/4 – g/3

EXERCICE 7

a. un plan de cession – b. l'exécution des contrats en cours – c. l'arrêt des poursuites individuelles – d. le respect du super-privilège des salariés – e. le dessaisissement – f. le paiement par privilège – g. le jugement d'ouverture – h. la notification de décision – i. la convocation devant une juridiction

EXERCICE 9

a. à la date de – b. en mentionnant la date – c. dans le mois de – d. qu'après avoir constaté – e. au terme duquel – f. A tout moment – g. A l'issue de cette période – h. dans un délai d'un mois à compter de – i. au jour de – j. pendant toute la durée de – k. durant la phase de – l. après le jugement

EXERCICE 10

a. phase préalable à l'ouverture de la procédure – b. ouverture de la procédure – c. phase de réalisation (après la nomination du liquidateur) – d. phase finale de la réalisation (après règlements des créances ou constatation de l'impossibilité de les régler) – e. Phase postérieure au jugement – f. Phase postérieure au jugement – g. Après le jugement de clôture de liquidation judiciaire

EXERCICE 11

a. phase initiale : après le rendu du jugement. – b. dans un délai d'un mois après sa nomination – c. après le jugement qui ouvre ou prononce la liquidation judiciaire. – d. dans un délai de deux ans après le rendu du jugement. – e. dans une période de six mois après le rendu du jugement. – f. pendant toute la durée de la liquidation – g. après la clôture de la procédure.

EXERCICE 12

a. Le tribunal détermine la date de cessation des paiements (il peut, faute d'informations suffisantes pour la déterminer, la fixer à la date du jugement qui la constate). – b. L'ouverture de la procédure est mentionnée au Registre du commerce et des sociétés (RCS) et fait l'objet de formalités de publicité dans des publications d'annonces légales. – c. La cession d'entreprise a

pour objet d'assainir la situation de l'entreprise (maintien d'activités autonomes, maintien de tout ou partie des emplois, résorption du déficit). – d. La loi établit un ordre de priorité des différents créanciers (paiement par privilège et super-privilège). – e. L'administrateur a le droit d'exécuter les contrats en cours. – f. Seules les créances nées après le jugement d'ouverture doivent être payées à leur échéance. – g. Seulement sur autorisation/décision du juge-commissaire.